

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

ÉDITO /



Gilles Marcel

**Président
France Nature Environnement
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Le juridique est un moyen qui permet d'amplifier les actions collectives pour aller vers l'objectif FNE : respecter les limites de ressources que nous offre la planète Terre. Et pour ce faire, notre mouvement a besoin d'être encore plus fort et mieux entendu.

Sortir de l'impasse

Densité et diversité ont été au cœur d'une année 2023 marquée par de nombreuses actions et initiatives. Les résultats obtenus par le réseau FNE en matière juridique auront été particulièrement remarquables. Chalutage, pêche illégale, pesticides, trafic d'espèces protégées, protection de la posidonie, industriels ne respectant pas les normes, reconnaissance du préjudice écologique... la liste est longue de ce qui a caractérisé cette année et qui amorce des approches nouvelles en termes de jugements rendus. La décision du Conseil d'État qui reconnaît l'insuffisance de l'étude d'impact pour l'autorisation d'exploitation de la centrale biomasse de Gardanne est significative du bien-fondé des actions que nous menons sur ce terrain juridique. Devons-nous pour autant considérer que ce type d'affrontement doit perdurer ? Pour FNE, ces recours ne sont pas une fin en soi mais un moyen de faire prendre conscience qu'à tous les niveaux, il est nécessaire d'agir différemment pour protéger la Nature et l'Environnement. Si le mouvement FNE apprécie les victoires obtenues, il en sait les limites quand il s'agit de réorienter la trajectoire destructrice sur laquelle s'est établie notre société. Il y a urgence à sortir de l'impasse dans laquelle nous ont engagés les politiques économiques de courte vue.

Faire fédération pour faire front

Dans cette perspective, le leitmotiv de notre structure nationale "Faire fédération" est largement porté et relayé au plan régional. C'est par le biais de nombreux ateliers et événements que nous avons progressé dans cette direction en 2023. Un bel exemple fut la réalisation en juin de la Fête des Sols vivants, construite en partenariat avec des membres FNE – en particulier Colinéo – mais aussi en intégrant à cette démarche des associations ou personnes apportant les compétences utiles à l'accomplissement d'un projet qui va se poursuivre durant plusieurs mois. Ces coopérations sont synonymes d'efficacité et de réussite. Elles constituent un autre pan du front à renforcer pour infléchir les politiques publiques dans le sens de l'intérêt général.

Un soutien inédit pour notre fédération régionale, des marques de confiance

L'émission de France2 du mardi 28 novembre 2023, « Les super-pouvoirs de l'océan », nous apporte une aide pécuniaire significative sans que pour autant des obligations conventionnelles y soient liées. Autrement dit, nous disposons de moyens pour faire selon nos choix et analyses. Cependant, nous sommes redevables envers nos concitoyens qui se sont impliqués financièrement dans une période difficile. Les résultats devront être visibles rapidement. Nous les obtiendrons avec le concours des associations locales, porteuses d'expertise et de compétences. Plus largement, chaque jour, l'équipe salariée accompagnée de bénévoles réalise différents projets visant à la protection de la Nature et de l'Environnement, financés pour l'essentiel par des institutionnels qui nous accordent leur confiance. Ce travail nourrit notre rapport d'activités. Nous vous invitons à en prendre connaissance.

SOMMAIRE

Notre année 2023 / 4

Notre fédération / 6

2023 en chiffres / 7

Nos réseaux / 8

Nos actions / 10

Alerter

Défendre

Fédérer

Influencer

Sensibiliser

Accompagner

Nos ressources / 36

Agir tous ensemble / 37

Les associations régionales / 38

NOTRE ANNÉE 2023

Janvier

Reconnaissance juridique du préjudice écologique de la plaine des Maures



Après avoir détruit des spécimens de tortues d'Hermann, de lézards et 11 hectares d'habitats abritant ces espèces protégées, les Châteaux de Berne et de Launes dans le Var devront verser, grâce à notre mobilisation, la somme de 184 752 € au Plan National d'Actions en faveur de la Tortue d'Hermann (géré par la DREAL) au titre de réparation du préjudice écologique.

Février

Carrières de Mazaugue

Par un arrêt du 23 février 2023, la cour d'appel d'Aix-en-Provence a ordonné à la société Provence Granulats de stopper tous travaux sur le site de la carrière au lieu-dit "Le Caire de Sarrazin", jusqu'à l'obtention d'une dérogation à la destruction d'espèces protégées (chiroptère, reptiles notamment) sous astreinte de 500 € par jour de retard, passé un délai de cinq jours à compter dudit arrêt.

Mai

Zone de non traitement : STOP aux exclusions administratives des points d'eau

Le Tribunal administratif de Marseille a annulé l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône qui interprétait de manière restrictive les catégories de points d'eau à prendre en compte dans les zones non traitées aux pesticides (bande de 5 mètres). Par exemple, l'affluent Fuveau Grand Vallat avait été exclu alors même qu'il est à proximité d'exploitations agricoles sur le bassin de l'Arc et que la pollution aux pesticides sur ce territoire est importante.

Juin



Fête des Sols vivants, pour la biodiversité et une alimentation de qualité

Le site de Colinéo a accueilli la journée de lancement du projet **Sols Vivants**. Cet événement grand public, proposant des animations (ateliers, jeux, balades), a permis la découverte de ce milieu et des solutions pour le préserver en Méditerranée !

Septembre

Le Photoscope : évaluer l'impact des projets photovoltaïques

Le photoscope a été développé par notre fédération nationale pour objectiver les débats autour des projets photovoltaïques. Lors de la journée d'échanges organisée aux côtés du Conseil de développement du PNR des Préalpes d'Azur et d'Energie Partagée, la présentation d'une application concrète du Photoscope a suscité intérêt et enthousiasme auprès d'un public composé de citoyens, d'élus et de techniciens : l'objectif est atteint !

Octobre

Soirée sur la résilience : informer pour se protéger des risques industriels

À l'occasion de la Journée nationale de la résilience face aux risques industriels, une soirée a été organisée pour répondre aux questions des habitants de Gardanne. Le SDIS et le Cypres ont informé les citoyens sur les moyens mis en œuvre pour éviter les risques industriels et les potentiels risques encourus. Par la suite, Atmosud et l'Association Santé Environnement France ont pu répondre en toute franchise aux citoyens sur leurs inquiétudes concernant la qualité de l'air.

Mars



Journée ressource en eau : mieux préserver et partager

Après un bilan de la sécheresse 2022, des évolutions de la ressource et de nos usages de l'eau, intervenants et participants ont esquissé des solutions pour la protection des ressources et des milieux, pour un meilleur partage et pour des usages modérés de l'eau.

Avril



Pastoralisme, biodiversité et partage de la montagne

Deux jours de formation à destination des bénévoles pour comprendre les gestes à adopter face aux patous et les transmettre aux usagers de la montagne. Au programme : données clefs et biologie du loup avec l'OFB, enjeux du pastoralisme et des chiens de protection avec le monde pastoral, mise en situation et visite d'élevage.

Juillet

Usages en mer

Le film *Préserver le littoral et la mer* montre des exemples de pratiques responsables et inspirantes. Ce film en 3 parties nous emmène sur le littoral varois et en haute mer. Il présente :



- un schéma de gestion de plage qui concilie vacances et écosystèmes dunaires ;
- un observatoire marin et sa mission de surveillance des milieux marins ;
- un label pour observer les cétacés en tout respect.

Août



Rechargement de plage : une pratique désastreuse

Pour de nombreuses communes, le maintien des plages passe nécessairement par le rechargement régulier en sable. Mais cette pratique est préjudiciable aux milieux vivants que sont ces plages ou les fonds côtiers à proximité. D'autres solutions existent, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur les promeut.

Novembre

Les Supers-pouvoirs de l'océan

100 000€ de dons ont été perçus, pour mener notre projet sur la façade Méditerranée de protection des petits fonds côtiers sur la façade méditerranéenne. Cette campagne portera sur 3 axes : la création de zones refuges pour la biodiversité, la démarche de "renaturation" des fonds dégradés et le suivi scientifique sur les zones déjà protégées.



Décembre

Vers une interdiction de l'usage des motoneiges dans les espaces naturels



Un recours gracieux a été engagé contre la commune d'Orcières-Merlette qui n'empêche pas la pratique des motoneiges dans les espaces naturels. Or ce loisir pratiqué hors-circuit dérange fortement la faune sauvage tel que le Tétralyre ou encore le Lagopède alpin, des espèces en déclin.

Chiffres-clés 2023



➤ C'est un mouvement citoyen

Indépendant de tout pouvoir politique, économique ou religieux



27 092 bénévoles
dans toute la région

250
associations
de protection de la nature
et de l'environnement

Des militant.e.s présent.e.s
dans plus de
150
commissions



➤ et une équipe régionale mobilisée

25
administrateurs.trices

11 salarié.e.s =
l'équipe
opérationnelle



5 404
heures de bénévolat
réalisées en 2023

Elles et ils déterminent les orientations politiques,
participent aux instances décisionnaires de France Nature Environnement et représentent l'association

Et c'est aussi...

des opérations de com'



85

articles de presse



9

passages
TV

4

interviews radios



270 000 vues sur les réseaux sociaux

des actions juridiques



72

dossiers en cours



suivis par FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur

1

Nouveau recours administratif déposé en 2023

18

Nouvelles plaintes déposées

7

Stages de sensibilisation à l'environnement comme mesures alternatives aux poursuites

16

Jours d'audience

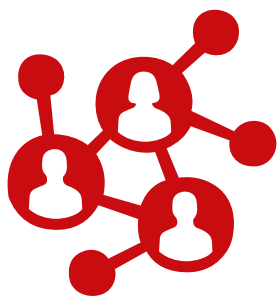
14 victoires



des actions de sensibilisation



2700 personnes sensibilisées



La vie des réseaux



EAU & MILIEUX AQUATIQUES

Trouver l'équilibre entre des milieux fragiles et des usages vitaux

Avec le changement climatique, la tension sur les ressources en eau s'accroît nettement. Le réseau Eau s'attache à rappeler la nécessaire attention à porter aux milieux aquatiques pour favoriser leur résilience et faire évoluer nos usages dans un contexte de ressources en diminution.

Pilote du réseau : Pierre Gottardi

MONTAGNE & MILIEUX NATURELS

Agir pour une montagne vivante

Les montagnes sont souvent les derniers refuges d'une biodiversité riche et exceptionnelle pour notre région. Elles sont pourtant mises à mal par l'accélération du changement climatique et les objectifs de développement touristique... Le réseau Montagne se structure pour proposer des réponses à ces enjeux. 2023 a représenté une avancée avec la concrétisation du travail sur l'activité illégale des motoneiges et la finalisation du film sur les forêts. 2024 sera dans la même lignée avec l'appui à la création d'un nouveau réseau complémentaire...

Pilote du réseau : Martine Vallon

MER & LITTORAL

Changer de paradigme pour préserver les milieux marins

Les petits fonds côtiers sont le leitmotiv du réseau Mer et Littoral. Les posidonies ont été au cœur de nos travaux avec un plaidoyer terre-mer : pour des plages naturelles avec leurs banquettes de posidonies et pour des mouillages respectueux des herbiers.

**Pilotes du réseau : Nathalie Caune
Patrick Laffite**

PRÉVENTION & GESTION DES DÉCHETS

Économie circulaire : réduire et valoriser les déchets

Avec l'actualité du tri à la source des biodéchets, le réseau a cherché à impulser les politiques locales pour la mise en place concrète et rapide de la loi. Dans cette optique un court film exposant le dispositif du Briançonnais a été réalisé et continue d'être diffusé pour inspirer des pratiques vertueuses.

Pilote du réseau : Alain Boudard



SANTÉ & ENVIRONNEMENT

Territorialiser "Une Seule Santé"

Le réseau Santé Environnement a pris un nouveau souffle en 2023 ! Riche des liens que nous développons avec nos partenaires associatifs, le réseau s'attache à la mise en valeur du concept "Une Seule Santé", qui fait le lien entre santé humaine, animale et végétale : l'opportunité de traiter l'ensemble des sujets liés. Un programme ambitieux que nous prolongeons en 2024.

Pilote du réseau : Alain Collomb



AMÉNAGEMENT DURABLE

Concilier environnement et aménagement

Répondre aux besoins réels en logements et en foncier économique tout en limitant l'artificialisation des sols, première menace pour la biodiversité, tel est le fil rouge qui préside à l'élaboration des avis émis par le réseau. Notre autre enjeu : faciliter la coopération, le partage et la mutualisation des connaissances, des moyens et des expériences pour que chaque fédération et association locale gagne en compétences et autonomie. En 2023, la préparation de l'avis sur le PLUi du Pays d'Aix en fut une illustration. Les portes sont grandes ouvertes pour de nouveaux progrès en ce sens en 2024.

Pilote du réseau : Michel Jacod



CLIMAT - ÉNERGIE

Sortir de la dépendance aux énergies fossiles et nucléaire

Qu'il s'agisse du développement de nouvelles technologies de production d'énergie, ou des projets de production eux-mêmes, le réseau s'est mobilisé en 2023 pour apporter sa contribution au débat démocratique. Agrivoltaïsme, éolien en mer, projets industriels, les sujets n'ont pas manqué ! 2024 augure une année tout aussi riche, et le réseau sera au rendez-vous !

Pilote du réseau : Yves Bidet



RISQUES & IMPACTS INDUSTRIELS

Réduire à la source les pollutions et risques industriels

La décarbonation de Fos-sur-Mer et la compréhension des nouvelles technologies Zéro carbone et de leurs impacts deviennent les premiers enjeux du réseau. Après la participation aux cahiers d'acteurs de la CNDP pour les projets Carbon, H2V et Gravithy, nous continuerons à monter en compétences et à plaider pour des pratiques industrielles plus sobres.

Pilote du réseau : Grégoire Atichian



TRANSPORT & MOBILITÉS

La mobilité, un élément crucial dans la lutte contre le réchauffement climatique

Tout le monde s'accorde pour reconnaître que la mobilité est un élément crucial dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il s'agit maintenant de passer de la parole aux actes. La partie Mobilité du contrat de plan État-Région, signée en décembre 2023, a été présentée comme une avancée majeure pour donner au ferroviaire une place prépondérante afin d'accélérer la décarbonation de nos déplacements. Malheureusement, un examen attentif de ce contrat révèle que le chemin sera encore long. Si les propositions associatives sont reconnues crédibles, leurs mises en œuvre nécessitent d'amplifier nos mobilisations.

Pilote du réseau : Gilles Marcel

NOS ACTIONS



ALERTER

- Limiter l'ébriété écologique des Jeux Olympiques d'hiver / 13
- Dénoncer le rechargement de plage mal dosé / 14
- Devenir actrice et acteur de son environnement / 15



DÉFENDRE

- Stopper l'usage des pesticides / 17
- Sanctionner les mouillages illégaux / 18
- Études d'impact : la centrale biomasse de Gardanne doit revoir sa copie / 19



FÉDÉRER

- Favoriser le dialogue : le Photoscope, un outil au service de tous les acteurs des territoires / 21
- Intégrer les sciences participatives à la surveillance de la qualité de l'air / 22
- Mettre les sols sur le devant de la scène / 23



➔ **INFLUENCER**

- Organiser les mouillages : pourquoi, comment ? / 25
- Décarbonation de Fos-sur-Mer : quels enjeux ? / 26
- Partager les enjeux de santé-environnement / 27

➔ **SENSIBILISER**

- CoExistences : sensibiliser aux liens entre l'humain et le vivant / 29
- Comprendre les enjeux Eau ou Mer avec les podcasts de FNE / 30
- Alpatous, s'engager pour la cohabitation / 31

➔ **ACCOMPAGNER**

- Vers la sobriété foncière / 33
- Accompagner la gestion des espaces naturels sensibles / 34
- Déchets verts, plus rien ne doit justifier les brûlages ! / 35



ALERTER

Une fédération vigilante depuis 50 ans
sur les atteintes à l'environnement



Limiter l'ébriété des Jeux Olympiques d'hiver

L'accélération de la fonte des glaciers ou encore la diminution de l'enneigement naturel exercent de fortes pressions sur l'ensemble des écosystèmes de montagne. Le changement climatique impacte la disponibilité de ressources vitales comme l'eau. Dans ce contexte, notre fédération n'est pas favorable quant à l'accueil des JO d'hiver en 2030.

Coût et pérennité posent question

Quel sera le bilan écologique de ces JO ?

La candidature s'appuie sur les infrastructures existantes mais il faudra tout de même construire deux patinoires dont une de 6000 places à Nice. L'économie de l'or blanc appartient au passé, comme le rappelle le rapport de la Cour des Comptes sur les stations de montagne face au changement climatique de février 2024. Notre mouvement aspire à une autre trajectoire : rénovation thermique des logements, amélioration de l'accessibilité en transport en commun, valorisation des espaces naturels.

Dans le domaine des transports, les infrastructures ferroviaires souffrent d'une forte dégradation notamment sur la ligne Marseille-Briançon faute d'investissement public. Est-ce bien sérieux de croire à un rattrapage de ce retard dans le temps imparti (six ans) ?

Une éco-conditionnalité et une concertation nécessaires et vitales

Si l'attribution des JO est confirmée, il est impératif qu'ils soient conditionnés en vue de réinventer une nouvelle façon de vivre la montagne. Celle-ci ne peut résulter que

d'une concertation citoyenne pour définir une véritable politique d'aménagement des territoires alpins prenant en compte les évolutions imposées par le changement climatique, la protection du vivant et le bien-être des habitants.



Dénoncer le rechargement de plage mal dosé

Utilisé depuis de nombreuses années au motif d'embellir les plages et de les conforter face à une érosion qui s'accroît, le rechargement de plage entre dans les méthodes dites "douces" de gestion de l'érosion côtière. Cette pratique a toutefois de multiples impacts sur la biodiversité.

Plages, milieu vivant, milieu mouvant...

Les plages sont le résultat de dynamiques hydrosédimentaires complexes qui conduisent à l'accumulation de sable ou de galets en fonction des apports, des courants, de la géographie, des installations humaines et de la présence d'écosystème naturel comme les herbiers de posidonies.

Bien qu'elles puissent paraître sans vie, les plages accueillent une biodiversité foisonnante : de nombreuses espèces y grandissent, s'y nourrissent, y nidifient... à l'instar des tortues marines ou de certains oiseaux.

... au fonctionnement menacé

Sous les effets combinés des barrages sur les cours d'eau (rétention des sédiments), de l'artificialisation du littoral et du changement climatique (montée des eaux, fréquence accrue de tempêtes, effets du ressac plus marqués), cette

dynamique se grippe : les plages s'érodent... Pour lutter contre cette érosion, des gestionnaires optent pour la solution de facilité : recharger chaque année les plages, c'est-à-dire y apporter de grandes quantités de sable de mer ou de carrière, sable qui finit redispersé en mer lors des tempêtes hivernales.

La solution "rechargement" impacte...

Cette pratique affecte de nombreuses espèces littorales ou marines, étouffées par ces apports de sable ou par la turbidité induite. Le rechargement a d'autres impacts directs : destruction de l'écosystème « sable marin » considéré dès lors seulement comme une ressource, forte empreinte carbone et émissions de gaz à effet de serre due à l'extraction et au transport du sable, etc. Il a aussi un coût indirect en raison de la destruction des herbiers de posidonies et donc de la perte des services qu'elles rendent.

... l'efficacité des herbiers

Ces herbiers marins sont un atout de résilience, capital dans la lutte contre l'érosion du littoral. En effet ils stabilisent les sédiments sur les fonds marins et les banquettes de leurs feuilles mortes protègent le rivage des effets des vagues.

FNE invite à une grande vigilance vis-à-vis du rechargement de plage. Ceux-ci doivent s'inscrire dans une approche intégrée de la gestion côtière, faire l'objet d'une étude d'impact systématique en cas d'herbier à proximité, et rechercher l'acceptabilité sociale des banquettes de posidonies (Charte d'engagement pour des plages de caractère en Méditerranée).



Dominique CALMET
Administrateur FNE
Provence-Alpes-Côte d'Azur

"La surface des herbiers de posidonies régresse depuis des années. Le rechargement en sable des plages est une pratique anachronique qui contribue à leur dégradation. Associé à la destruction des banquettes de posidonies, l'érosion des plages s'accroît conduisant à des reculs du trait de côte avec des conséquences économiques pour les acteurs du secteur touristique."



Devenir actrice et acteur de son environnement



Constituée d'un site internet et d'une application, la plateforme "Sentinelles de la Nature" permet à chacun.e de signaler des atteintes – mais aussi des initiatives favorables – à l'environnement.

Sentinelles de la Nature, une ampleur nationale

Sentinelles de la Nature est un outil de veille écologique développé par le mouvement FNE basé sur une carte interactive et participative.

Sentinelles de la Nature a pour but d'informer, de sensibiliser et d'encourager les citoyen.ne.s à signaler les faits portant atteinte ou susceptibles de porter atteinte à l'environnement. Avec l'appui des référents départementaux et régionaux, ces lanceurs d'alerte sont ensuite invités à engager eux-mêmes les démarches pour traiter ces dommages.

Sentinelles en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Depuis 2020, *Sentinelles de la Nature* a été ouvert à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. En 2023, ce ne sont pas moins de 350 signalements d'atteintes environnementales et une vingtaine d'initiatives favorables qui ont été effectués dans la région. Ces signalements sont traités par nos référents territoriaux afin d'aider les sentinelles dans leur démarche en faveur de l'environnement.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS :

- ➔ **Hausse de 12%** des signalements par rapport à 2022.
- ➔ **+ 216 Sentinelles** dans notre région, soit près de 990 sentinelles en Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis son ouverture en 2020.
- ➔ **Des référents territoriaux** qui aident et soutiennent les Sentinelles dans les démarches avec les décideurs publics et la police de l'environnement.

Une plateforme de plus en plus connue par le grand public, les médias et les acteurs locaux

Grâce à l'implication des sentinelles et de nos référents territoriaux, *Sentinelles de la Nature* est de plus en plus connue et reconnue dans la région. La plateforme est régulièrement présentée lors d'animations et d'évènements sur notre territoire, ce qui renforce sa notoriété.

D'autre part, les communes et les autres acteurs locaux se rapprochent également du mouvement FNE afin d'apporter les réponses adaptées pour remettre en état les sites dégradés.



Respecter les débits réservés !

La loi impose le maintien dans les cours d'eau d'un débit suffisant pour garantir en permanence la vie, la circulation et la reproduction de toutes les espèces qui y vivent. C'est le « débit réservé ». Tous les ouvrages de prélèvement d'eau doivent le respecter.

Face aux épisodes récurrents de sécheresse, les bénéficiaires de « droits d'eau » (agriculteurs, irrigants...) sollicitent des dérogations au respect du débit réservé. Elles sont de la compétence exclusive des préfets. Malgré la législation qui encadre strictement leur délivrance, aucune consultation, ni concertation préalable n'est nécessaire. Ces décisions dérogatoires sont dès lors souvent prises au détriment du bon fonctionnement écologique de ces milieux.

La SAPN-FNE05 a attiré l'attention des autorités locales sur le respect des débits réservés et a décidé de contester les décisions qui portent atteinte à l'écologie des cours d'eau.



DÉFENDRE

Une fédération qui mène des combats juridiques depuis plus de 50 ans

Stopper l'usage des pesticides

La lutte contre les pesticides fait partie des grands combats de notre fédération. Ces produits, responsables de la dégradation des biens communs que sont l'air, l'eau et les sols, contribuent fortement à la perte de biodiversité.

Les conséquences sur la santé publique de ces produits de synthèse – classés cancérigènes, perturbateurs endocriniens, reprotoxiques – sont avérés. Plusieurs actions en justice ont été engagées pour faire respecter le droit.

Au delà des actions en justice, c'est aussi tout le monde agricole (agriculteurs, centres de recherche...) qu'il s'agit d'accompagner, sensibiliser, mobiliser pour inventer, diffuser et mettre en œuvre des pratiques agricoles respectueuses du vivant.

Mobilisés contre des trafics illégaux

Dans le Vaucluse, trois amateurs ont revendu des pesticides interdits en France via Leboncoin, Ebay... à des particuliers. Ils sont allés jusqu'à se dédouaner, malgré la réglementation, d'informer les acheteurs sur les composants nocifs de ces produits. Les produits vendus en *dropshipping* proviennent d'Espagne, ce trafic ayant une ampleur internationale.

La vente de ces produits dangereux constitue de manière indirecte une atteinte conséquente à l'environnement, tout en exposant les acheteurs, mais aussi le reste de la population aux résidus et à leurs mélanges, avec des risques conséquents pour leur santé.

Pour nos associations, il est indispensable de mettre un grand coup d'arrêt à ces pratiques.

Protéger les milieux naturels

Dans la continuité de la campagne nationale "Droit de vivre loin des pesticides", FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a attaqué deux arrêtés préfectoraux déterminant les cours d'eau : celui des Bouches-du-Rhône et celui des Alpes-de-Hautes-Provence.



La loi explique clairement que tous les cours d'eau doivent être protégés par une zone non traitée aux pesticides dans un périmètre de cinq mètres minimum.

Les préfets de ces départements ont rayé de la carte de nombreux cours d'eau et canaux.

A l'échelle nationale, ce sont plus de 31 recours de gagnés ! L'enjeu est conséquent dans la mesure où 92 % des cours d'eau français surveillés sont pollués aux pesticides.

Dans les Bouches-du-Rhône, un nouvel arrêté a été pris. **C'est une belle victoire !**



Trafic illégal de pesticides dans le Vaucluse

Fin 2023, un procès concernant un trafic illégal de pesticides a eu lieu au Tribunal judiciaire d'Avignon. FNE, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, FNE Vaucluse et la LPO s'étaient constituées partie civile. Dans le cadre de ce trafic, plus de 2 400 litres de produits ont été vendus à plus de 650 acheteurs. Les condamnations ont été faibles, ne permettant pas de dissuader les potentiels trafiquants.

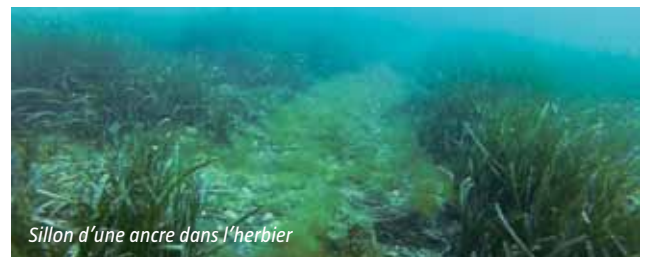
Mouillages illégaux et posidonies : les sanctions tombent !

Sous l'impulsion des scientifiques et des ONGs, la Préfecture maritime de Méditerranée a renforcé sa réglementation afin d'interdire le mouillage aux navires de + de 24 mètres dans certaines zones, dans le but de protéger les herbiers de posidonie.

Une espèce protégée qui nous est vitale

Plante à fleur sous-marine, la Posidonie représente avec ses vastes étendues d'herbiers un écosystème pivot aux rôles écologiques et économiques majeurs : production d'oxygène, séquestration du carbone, nurserie et/ou site de nourrissage pour de nombreuses espèces, protection du littoral contre l'érosion... Cet habitat constitue ainsi un refuge de biodiversité, du bord côtier jusqu'à 40 mètres de profondeur.

La longévité exceptionnelle de la Posidonie (plusieurs milliers d'années) et sa très lente croissance (1cm par an) rendent l'espèce quasi "fossile" très vulnérable aux pressions anthropiques, particulièrement aujourd'hui aux ancrages des bateaux. Ces atteintes surviennent lors du relevage mal réalisé des ancres : le navire quittant son mouillage entraîne dans le sillage de son ancre des posidonies, arrachées parfois sur plusieurs mètres. Des dégâts irréversibles, corrélés à la taille de l'ancre, donc du navire.



Sillon d'une ancre dans l'herbier

La réglementation maritime se renforce

Entre 2016 et 2019, la Préfecture Maritime a renforcé son action, sur le plan stratégique (mise à jour de la Stratégie Méditerranéenne de gestion des mouillages) et réglementaire. Une série d'arrêtés précise les zones où il est possible de mouiller et celles où le mouillage est interdit, protégeant de ce fait les fonds marins.

Les dernières années avaient laissé le temps aux navigateurs des grandes unités (supérieures à 24m, seuil pour lequel le système AIS est obligatoire) de s'adapter avec souplesse à cette réglementation, entrée en vigueur à partir de 2020 à grand renfort de pédagogie. À chacun désormais d'assumer ses responsabilités ! Les capitaines du « Take-off » et du « Résilience », yachts de 26 et 65 m battant pavillons britannique et maltais, ont comparu devant le tribunal maritime de Marseille pour répondre de faits de mouillages illégaux à Cannes et Saint-Tropez. Ils ont été condamnés à de lourdes amendes prononcées de plusieurs dizaines de milliers d'euros ainsi qu'à l'interdiction de naviguer dans les eaux territoriales françaises.

Partie civile dans ces procès, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur demande la réparation des herbiers détruits, c'est-à-dire leur replantation par des personnes expertes à l'endroit où ont eu lieu ces atteintes.

Une jurisprudence en émergence ?



Frédéric BACHET
Bénévole
du Réseau Mer

“ Encore trop souvent, la mer n'est vue que comme une surface de jeux, alors qu'une véritable protection appelle à ce que chacun d'entre nous la perçoive progressivement comme un volume vivant, et c'est le défi que doivent relever les associations comme FNE qui ont un rôle de sensibilisation

irremplaçable en la matière. Mais il nous reste si peu de temps face à l'emballement des pratiques et des modes de consommation ! Alors l'action en justice doit aussi être menée.”

La centrale biomasse de Gardanne doit revoir sa copie...

Depuis plus de dix ans, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage pour faire obstacle à un désastre environnemental que l'Etat a validé sans garanties suffisantes sur le site de Gardanne. Le 10 novembre 2023, la cour administrative d'appel de Marseille a imposé à l'exploitant de présenter une étude d'impact plus complète afin de pouvoir se prononcer.

Une méga-centrale dévastatrice qui repose sur une étude d'impact sommaire

Pour assurer ses besoins, la méga-centrale va devoir puiser dans 35% de la ressource forestière dans un rayon de 250 km à la ronde, touchant plus d'une vingtaine de départements. Voilà le projet poursuivi par le groupe énergétique allemand EON et sa filiale GazelEnergie pour assurer la conversion du site de Gardanne du charbon vers la biomasse. Pour contester l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter pris en novembre 2012, reposant sur une étude d'impact médiocre, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est associée à FNE Bouche-du-Rhône et FNE Alpes-de-Hautes-Provence ainsi qu'à plusieurs autres associations locales et communautés de communes, conformément à leurs engagements statutaires.

Prise en compte des effets indirects dans les études d'impact : une avancée juridique majeure

Après une décennie de combat juridique, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et les associations partenaires saisissent finalement le Conseil d'État. Ce dernier suit le sens des directives européennes et impose, dans un arrêt du 27 mars 2023, que l'étude d'impact d'un projet industriel prenne désormais en compte les conséquences indirectes sur l'environnement. La cour administrative d'appel de

Marseille lui a emboîté le pas et exigé, pour pouvoir se prononcer sur les incidences de la centrale biomasse sur l'environnement, qu'une étude d'impact plus complète soit produite. Ainsi, l'exploitant devra fournir entre autres un bilan carbone prenant en compte les conséquences sur le climat liées à la production et l'acheminement du combustible. Une vraie satisfaction pour notre association !



FNE Var, toujours investie dans les actions juridiques

En matière de protection de l'environnement, FNE Var a entrepris de dénoncer des opérations de rénovation et de reconstruction de deux bâtiments anciens situés sur le Domaine Public Maritime. On peut, sans dévoyer la réalité, évoquer des constructions illicites édifiées sur la plage de Cavalaire.


Procédure ambitieuse et juridiquement compliquée : recours sur le fond, référé suspension au Tribunal administratif, pourvoi en Conseil d'État, mais aussi plainte, classement sans suite, appel et constitution de partie civile au tribunal judiciaire, voilà le coût de la défense de notre environnement et des lois trop souvent détournées.

Le cas évoqué n'est malheureusement pas une exception. Le littoral, très apprécié, est la cible de beaucoup d'individus et de promoteurs prêts à toutes les corruptions possibles afin de réaliser des profits substantiels.



FÉDÉRER

**Une fédération organisée
au plus près du terrain**



Favoriser le dialogue : le Photoscope, un outil au service de tous les acteurs des territoires

Dans un contexte mondial, national mais également local, de transition énergétique, le nombre de projets photovoltaïques est en constante augmentation. Un constat effectué également par le Conseil de développement du PNR des Préalpes d'Azur (06) et Energie Partagée. C'est pourquoi nous avons répondu à l'invitation du Conseil de développement pour une journée à Saint-Auban (06) consacrée à notre outil d'aide au positionnement, le Photoscope.

Tensions autour du développement des énergies renouvelables

Selon la loi d'Accélération de la production des énergies renouvelables (APER), toutes les communes – un choix d'échelle que nous regrettons – sont supposées définir des zones sur lesquelles elles acceptent de faciliter le développement des EnR (photovoltaïque, éolien, hydroélectricité...). Le choix de ces zones sera soumis au préfet, ainsi qu'au nouveau Comité Régional de l'Énergie au sein duquel siège FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Si l'on observe une hausse du nombre de projets en développement en région, les Alpes-Maritimes sont en retard dans le développement du photovoltaïque. Pour couvrir les objectifs fixés par les scénarios RTE, il faudrait y installer entre 910 MW et 2,5 GW. Au regard des rendements actuels des panneaux entre 460 et 1260 hectares de centrales PV, cela représenterait 3,4% de la surface des zo-

nes anthropisées. La fédération FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur regrette que la majorité de ces projets se développent au sol, sur des terrains boisés, riches en biodiversité, plutôt que sur le bâti, les friches, les parkings, ou les zones de moindre impact comme les bords d'autoroute et les canaux. De la même façon, Energie Partagée nous rappelle que tout développement de projet EnR doit se faire en concertation avec les acteurs locaux.

Se positionner au sujet d'un projet photovoltaïque

Le Photoscope développé par la fédération nationale permet d'analyser finement tout projet photovoltaïque sur nos territoires. Il favorise le dialogue entre les acteurs, permet de mettre en exergue les différents points de vigilance, et offre aux acteurs des territoires l'occasion d'argumenter pour ou contre un projet, de proposer des alternatives.

Cette journée d'échanges et de travail s'est donc poursuivie par la visite d'une installation photovoltaïque à proximité, qui nous a servi également d'exemple concret pour l'application du Photoscope. Elus, citoyens, techniciens, chercheurs et associations étaient au rendez-vous pour échanger, ensemble, sur les enjeux de tels projets en matière d'énergie, d'impacts directs et indirects sur l'environnement et les habitants, mais aussi en replaçant ces sujets dans un contexte régional.

Ce type de journée consacrée au développement des énergies renouvelables et aux outils déployés par la fédération FNE se reproduira en 2024, restez attentifs !

Retrouver les scopes : <https://fnepaca.fr/publications>

Intégrer les sciences participatives à la surveillance de la qualité de l'air

Imaginez 90 microcapteurs répartis sur les trois départements littoraux de la région, autant de volontaires investis dans plus de 6 associations : c'est le projet Cap'Air Citoyen co-porté avec AtmoSud !

La qualité de l'air : déterminant majeur de la santé humaine

La pollution de l'air constitue la première cause de mortalité environnementale dans notre région, avec un coût de l'inaction estimé à 14 milliards d'euros par an. Le simple fait de vivre dans des villes surexposées aux polluants atmosphériques comme Marseille, Toulon ou Nice fait perdre 2 ans d'espérance de vie aux habitants du territoire.

AtmoSud et FNE Provence-Alpes-Côte d'azur se sont ainsi fixés trois objectifs : fédérer un réseau régional de citoyens et d'associations mobilisés sur les enjeux de la qualité de l'air, acquérir des données complémentaires à celles actuellement collectées par AtmoSud, impulser un changement de comportement aussi bien individuel qu'à l'échelle des territoires.



Capt'Air Citoyen dans les Alpes-Maritimes

Le 6 juin à Nice, les volontaires maralpins se sont réunis pour le lancement du projet Capt'Air Citoyen. Un premier temps dédié à une présentation des objectifs et des porteurs du projet a été suivi par une explication pour l'utilisation du matériel. La distribution des capteurs a donné lieu à un temps d'échanges informels. Une belle mobilisation sur ce territoire a permis d'observer et de comprendre les évolutions des niveaux de polluants dans l'air. Les volontaires venant de tout le département (Cannes, Nice, Menton...) et issus de diverses associations locales (Nice à Vélo, Air Pur Carros, Aspona, Trésor Vert de Grima...) ont tissé le réseau Capt'Air Citoyen des Alpes-Maritimes. Ainsi fédérés sur les enjeux de qualité de l'air, ils pourront développer de nouvelles actions en 2024.

Aller plus loin que la sensibilisation

Le projet *Capt'Air Citoyen* fait appel aux sciences participatives et vise à favoriser et objectiver dans un premier temps la prise de conscience sur les sources de pollution à la fois en air intérieur (cheminées à foyer ouvert ou fermé, produits d'entretien, cuissons des aliments, parfums d'ambiance, etc.), et en air extérieur (transports – routier, maritime, aérien –, brûlage des végétaux, industries, émanations des commerces aux alentours, etc.)



Pour cela, chaque volontaire a reçu un microcapteur conçu par l'association AirCarto et financé par AtmoSud, parmi les trois modèles disponibles : le ModuleAir pour l'air intérieur, le NébuleAir pour l'air extérieur et l'Airbeam pour la collecte des mesures ambulatoires.

FNE Provence-Alpes-Côte d'azur, FNE Bouches-du-Rhône et FNE Var, ainsi que les associations Air Citoyen, MART, ActEnergie et Nice à Vélo se sont mobilisées pour coordonner les volontaires. **L'analyse des données réalisées par AtmoSud permet de mettre en balance les observations et ressentis des volontaires par rapport à la réalité de la pollution mesurée.**

Le projet est reconnu au niveau régional puisqu'il a été intégré comme fiche-action au sein des quatre Plans de Protection de l'Atmosphère (Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var et Alpes-Maritimes). En 2024, le Vaucluse intègre la démarche. À vos capteurs !



Mettre les sols sur le devant de la scène

Parent pauvre de l'écologie, les sols trouvent dans le projet partenarial « Sols Vivants » un porte-parole pour soutenir leur connaissance et leur protection en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Un milieu méconnu qui recèle des trésors cachés

Cet espace que nous foulons de nos pieds en forêt, en montagne, dans les champs et même en ville reste très peu connu. Souvent présentés comme le support des bâtiments ou le fondement de l'agriculture, les sols sont un milieu naturel avec des mécanismes et des symbioses particuliers hébergeant une faune immense et, encore aujourd'hui, secrète. Ils sont pourtant au cœur du monde agricole avec une attention particulière portée à leur fertilité et leur qualité agronomique. Malheureusement les pratiques agricoles inadaptées, l'artificialisation et la pollution affectent et détruisent des sols qui ont pu mettre des millénaires à se constituer.

Dans un contexte de changement climatique accéléré, leur préservation est une nécessité tant ils jouent un rôle majeur dans le cycle de l'eau, la séquestration de carbone ou le traitement des polluants.

Des passerelles à créer

Assurer la préservation des sols doit passer évidemment par l'action et le partage de bonnes pratiques mais aussi par un renforcement de leur connaissance. L'objectif du projet **Sols Vivants** est de recenser les savoirs et les acteurs contribuant à soutenir la protection des sols dans notre région. Au même titre que l'eau et l'air, les sols doivent être vus comme un bien commun et recevoir une protection suffisante.

En 2023, cinq sites ont été visités et étudiés sur lesquels seront aménagés des parcours de médiation à destination du grand public mais aussi des élus et des techniciens. Ces parcours ambitionnent d'amener les visiteurs à mettre les

“mains dans la terre” et à découvrir les nombreux types de sols et de bonnes pratiques pour les préserver. Cette mobilisation est soutenue par un réseau d'experts pédologues, d'urbanistes et d'ingénieurs forestiers qui bâtissent ensemble des réflexions et des solutions pour limiter les deux principales menaces pour les sols que sont l'érosion et l'artificialisation. Nous avons les moyens pour les limiter toutes deux, à nous de les utiliser !



Découvrez la boîte à outils en version numérique : www.solsvivants.org



Monique BERCET
Administratrice FNE
Provence-Alpes-Côte d'Azur

“ Accueillir la Fête des Sols Vivants à Colinéo a permis de faire découvrir les initiatives mises en pratiques sur le site.

Le projet Sols Vivants permet de tisser des liens entre toutes les initiatives des départements pour créer un plaidoyer pour une reconnaissance de ce bien commun qu'est le sol.”



INFLUENCER

Une fédération mobilisée sur les enjeux
de transition écologique



Organiser les mouillages : pourquoi, comment ?

Six bonnes raisons d'organiser le mouillage, une proposition de réflexion pas à pas en trois étapes principales : ce sont les outils développés par FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur pour accompagner les territoires littoraux dans la préservation de leur littoral.

Adapter la plaisance au milieu marin...

Avec le renforcement de la réglementation en mer et le déploiement de la Stratégie Mouillages, les collectivités locales peuvent s'interroger sur la gestion de leur littoral. Comment répondre à la demande de plaisance, activité économique qui rapporte aux collectivités et aux acteurs socio-professionnels locaux, tout en s'acquittant des nécessaires obligations de préservation de l'environnement ?

C'est dans l'objectif d'accompagner les acteurs locaux, collectivités en tête, que FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur propose deux livrets, respectivement destinés aux décideurs ou aux porteurs de projet.

• appelle un projet de territoire...

Nos outils invitent ainsi à une réflexion de projet autour du mouillage en accompagnement de la démarche émergente de spatialisation de l'espace côtier. Notre propos fondateur demeure la préservation des milieux marins côtiers : leur bonne santé est un impératif majeur pour la biodiversité, et par voie de conséquence pour nos sociétés, en raison des nombreux services écosystémiques rendus par ces milieux.

Dans cette réflexion intégrée, le développement de la plaisance, la préservation de notre cadre de vie et du paysage sont aussi à questionner. Sécurité en mer, compétence, adaptation au changement climatique ou gestion raisonnée du domaine public maritime sont autant de thèmes abordés dans ces documents.

• réfléchi dans une approche intégrée.

Décideurs, techniciens, ces livrets ambitionnent de vous aider à construire une approche globale pour organiser le mouillage en mer. En mettant en avant les enjeux clefs de préservation de la mer – une responsabilité morale de chacun en vue du bien commun – ce guide rappelle en quoi, pour un territoire, organiser le mouillage peut être un atout de nature environnemental, économique (services pour le nautisme) et social (usages et activités récréatives en mer).



Nathalie CAUNE
Pilote du réseau
Mer & Littoral

“ Les pressions sur les littoraux et le milieu marin, loin de s'atténuer avec la prise de conscience de leurs impacts sur des écosystèmes essentiels dans la lutte contre le changement climatique, se multiplient proportionnellement à l'évolution des usages et à l'émergence de nouvelles activités. La gageure de l'action associative est de rappeler constamment le devoir de vigilance et le principe de précaution qui devraient prévaloir.”

Décarbonation de Fos-sur-Mer : quels enjeux ?

Fos-sur-Mer, deuxième carrefour industriel en France entame une démarche de réindustrialisation dite verte. Retour sur la participation de notre mouvement aux concertations publiques organisées par la Commission nationale du débat public (CNDP) autour de trois projets d'envergure : CARBON, H2V et GravitHy.

Décarboner est une nécessité...

La décarbonation passe aussi par une relocalisation de nos productions d'énergies renouvelables. C'est pourquoi notre association a souligné à l'entreprise CARBON que la relocalisation d'une production de panneaux photovoltaïques allait dans le bon sens.

La sobriété demeure pour autant notre crédo.

Nous avons rappelé à l'ensemble des entreprises porteuses de projet la nécessité de s'inscrire dans une démarche de sobriété. En particulier auprès d'H2V, qui prévoit la production d'hydrogène à faible émission destinée principalement

à la décarbonation des processus industriels des entreprises phocéennes, mais qui ouvre aussi des possibilités de production de "carburants verts" pour les secteurs maritime, aérien et routier : il ne devrait pas s'agir de soutenir les usages, mais de réfléchir d'abord à la manière de les réduire. La même réflexion a été faite au sujet du projet GravitHy, qui vise principalement à décarboner le secteur sidérurgique.

... mais pas à n'importe quel coût environnemental !

L'impact sur la ressource en eau de l'ensemble de ces projets interroge. Pour prendre en compte l'effet cumulatif des projets sur l'eau nous demandons notamment la création d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Rhône (SAGE). Nous appelons à maximiser la réutilisation de l'eau issue des processus industriels et rappelons que les usages prioritaires de l'eau demeurent l'eau potable et la préservation des milieux, les usages économiques (dont ceux de l'industrie) ne venant qu'en dernière position.

Ces usines seront de grandes consommatrices d'électricité. Faute d'un développement suffisant des énergies renouvelables en France depuis 30 ans, l'immense majorité de l'électricité serait d'origine nucléaire, à laquelle notre mouvement s'oppose. Une telle demande en électricité requiererait également la construction controversée d'une nouvelle ligne à très haute tension.

Difficilement accessibles par les transports en commun, l'implantation des projets sur la zone de Fos-sur-Mer ne doit en aucun cas devenir un facteur d'accroissement des mobilités carbonées, ni l'occasion de construire davantage de routes.

La réindustrialisation et la décarbonation du site industriel et portuaire de Fos-sur-Mer nécessite une concertation de l'ensemble des acteurs socio-économiques et des habitants, pour une réflexion générale de cette transformation sur la base d'études d'impact globales.



Clôturer le CESER en beauté ?

L'année 2023 vient clôturer la mandature de six années du CESER, le temps de faire le bilan. Les sujets majeurs de 2023 qui ont occupé les représentants Environnement étaient consacrés à impulser le volet Sobriété dans le travail sur le développement des énergies décarbonées, apporter le volet biodiversité sur les réflexions autour du déploiement de l'agrivoltaïsme ou encore les modalités de concertation pour un SRADDET moins déconnecté du terrain. Plus largement cette mandature a vu le sujet de la transition énergétique et écologique se positionner de manière transversale dans la plupart des avis des commissions. Cette tendance fut renforcée par la volonté affichée de la Région d'être pilote en matière environnementale, volonté que les présidents de commissions prennent donc en compte. Les avis ont presque tous affiché un volet Environnement même s'il est encore regrettable de constater la méconnaissance des enjeux et donc des ambitions à promouvoir.

Partager les enjeux de santé-environnement

Le réseau Santé Environnement de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur prend un nouveau souffle ! Qualité de l'air, alimentation, pollution lumineuse, santé mentale... les sujets ne manquent pas ! L'occasion de tisser de nouveaux liens avec nos partenaires, et d'apporter plus de réponses concrètes à notre réseau associatif.

Un atelier pour recommencer...

En décembre 2023, le lancement du réseau Santé Environnement s'est concrétisé par l'organisation d'un temps de réflexion avec nos partenaires associatifs : l'Association Santé Environnement France (ASEF), Atmosud, Bio de Provence, Humanité & Biodiversité.

Les échanges ont porté sur plusieurs points essentiels des relations que nous observons entre la santé humaine et notre environnement. En premier lieu, l'ASEF a rappelé l'importance de la transversalité des problématiques. Agir sur les déterminants de la santé, c'est aborder l'ensemble des facteurs qui influencent l'état de santé des populations : alimentation, qualité de l'air, santé mentale...

Un ensemble de sujets abordé sous le prisme du concept "Une Seule Santé", qui fait le lien entre santé humaine, santé animale, et santé végétale. Le fil rouge du réseau est établi !

Un positionnement pour se faire reconnaître...

Riche de ses liens avec l'ASEF et Humanité & Biodiversité, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a souhaité apporter sa contribution au 4^e Plan Régional Santé Environnement en 2023. Document de planification élaboré à l'échelon régional par l'Agence Régionale de Santé et la DREAL, il vise à identifier les orientations stratégiques de la Région en matière de santé et d'environnement ainsi que les actions



à mener pour y répondre. Nous avons ainsi alerté les participants et rédacteurs de ce document sur l'importance d'intégrer le concept Une Seule Santé et d'établir un diagnostic santé environnement sur l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ici encore le travail sur les déterminants de la santé est essentiel, et nécessite d'agir en prévention par le biais de politiques sectorielles spécifiques et des démarches d'accompagnement dans les territoires. Nous avons été entendus, puisque le futur PRSE4 intègre ces objectifs !

Une feuille de route pour avancer !

Les sujets ne manquent pas en santé environnement : FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, ses membres et ses partenaires agissent ensemble pour alerter sur les relations entre santé humaine, santé animale et santé végétale. Pour avancer, une seule trajectoire : réconcilier l'humain et son environnement.

Le réseau se reconstitue, et toutes les bonnes volontés sont les bienvenues ! Aussi n'hésitez pas à nous contacter pour venir participer à nos échanges ainsi qu'à toutes les animations du réseau.



SENSIBILISER

La fédération présente sur tous les fronts
en faveur de la biodiversité

Comprendre les enjeux Eau et Mer avec les podcasts de FNE

“**Les Pieds dans l’Eau**” est une série audio qui interroge les acteurs de l’eau et de la mer sur l’importance de ces biens communs pour nos sociétés en Provence-Alpes-Côte d’Azur.

Un territoire régional modelé par et pour ses habitants humains...

Le visage actuel de notre région et de nos sociétés est en effet issu d’une longue histoire humaine. Le développement de ces territoires s’est appuyé sur un aménagement des cours d’eau entamé dès le Moyen-Âge, puis récemment sur un engouement pour le littoral, traduit par une forte artificialisation depuis les Trente Glorieuses.

Durant des générations, les hommes ont transformé le territoire régional, pour répondre à leurs besoins (installations, nourriture, production d’énergie) puis à leurs envies (tourisme, loisirs). Nous bénéficions aujourd’hui de cet effort, souvent qualifié de visionnaire, fourni par les Anciens pour répartir l’eau en région ou pour habiter les littoraux.

Au détriment des milieux et du Vivant

Cependant, ces modifications profondes n’ont pas été sans impacts sur les milieux ainsi domptés, et sur le Vivant qu’ils abritent. Chenalisation des cours d’eau, construction de digues, prélèvements dans les ressources en eau, assèchement de zones humides... affectent le fonctionnement des milieux aquatiques et littoraux (moindre crue ici, accélération des débits là, fixation de la rivière ou du littoral, destruction de forêts rivulaires ou de petits fonds côtiers...) et par voie de conséquence les services que nous y trouvons (fourniture d’eau, d’espèces comestibles, de terres cultivables, de paysages à contempler...).



Encore en évolution

Le changement climatique a désormais des effets perceptibles en région. Les experts s’accordent à reconnaître que Provence-Alpes-Côte d’Azur est et sera particulièrement impactée par la hausse des températures, l’évolution des précipitations... au point de tendre vers l’aridification.

Quels équilibres trouver entre les besoins des milieux naturels et notre utilisation de l’eau ? Quel visage du littoral demain ? Comment discuter, s’organiser et faire face collectivement aux défis déjà présents ?

Comprendre et agir

Le podcast *Les Pieds dans l’Eau* ambitionne de mettre les enjeux et les questionnements à la portée du plus grand nombre, et invite ainsi chacun à questionner ses attentes vis-à-vis de son territoire et à investir le dialogue territorial.





Alpatous, s'engager pour la cohabitation

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage sur le terrain pour la cohabitation entre les activités d'élevage et la présence de la faune sauvage comme le loup. Essentiel au bon équilibre des écosystèmes, ce prédateur n'entraîne pas moins des problématiques d'adaptation nécessitant la mise en place de moyens de protection.



1973 - 2023

50 ans d'action et de combat !

Si les formes ont évolué pendant ces décennies, l'objectif reste le même : protéger les écosystèmes / milieux de vie des impacts des activités humaines pour le bien-être du vivant et de l'humanité.

Les deux temps forts organisés cet automne ont rassemblé partenaires, sympathisants et adhérents. Les différentes prises de paroles ont mis en lumière la multiplicité des actions et l'importance du travail de notre fédération. Les moments festifs ou plus formels de cette fête d'anniversaire ont été également l'occasion de co-construire des pistes qui permettront de structurer le travail de FNE 04 sur les trois années à venir.

Les nombreuses contributions à ces réflexions sont la preuve de la reconnaissance et d'un intérêt largement partagé pour notre travail de terrain au quotidien !



Un programme de terrain en faveur du dialogue

Les chiens de protection sont un maillon incontournable de la mise en place de la cohabitation. Inconnu des usagers de la montagne, il peut être perçu comme menaçant et peut envenimer l'ambiance terrain. Grâce à l'action bénévole ALPATOUS, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur se rend acteur en diffusant le plus possible l'information auprès du plus grand nombre sur les gestes à adopter face aux Patous !

Une action développée à l'échelle de toutes les Alpes

Pour cette troisième année de l'action, un travail collaboratif avec FNE Ain a permis de lancer le programme dans les Alpes du Nord. C'est un renfort bienvenu de la force de dialogue sur ce sujet, toujours tendu notamment dans les montagnes.

CoExistences : sensibiliser aux liens entre l'humain et le vivant



Voyage dans différents milieux de la région, la série CoExistences suscite l'émerveillement et cherche à faire prendre conscience de nos liens avec la Nature. Cette année, avec l'appui de nos fédérations départementales et des associations locales, nous avons organisé 29 projections-débats sur tout le territoire régional.

Créer pour éveiller les sens et les consciences

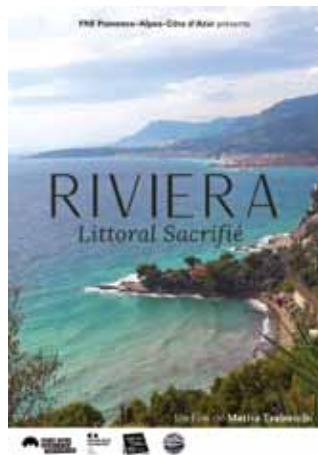
Avec deux nouveaux films cette année, le projet CoEXISTENCES nous conduit sur le littoral azuréen et en haute mer :

À travers une série d'entretiens, le premier film, *"Riviera, littoral Sacrifié"* met en évidence les menaces qui pèsent, entre Nice et Menton, sur ce littoral soumis à une forte pression foncière et touristique. Le film a été projeté en avant-première au cinéma Eden de Menton ainsi qu'au lycée Pierre et Marie Curie dont les éco-délégués avaient été associés à la réalisation.

Le second film, *"Préserver le littoral et la mer"*, présente diverses initiatives favorables pour la préservation du milieu marin sur la Communauté des communes de Saint-Tropez : l'Observatoire marin, le label "High quality whale watching" pour l'observation des cétacés et le schéma de la plage Pampelonne de la commune de Ramatuelle.

La démonstration par l'exemple

Ce format de type « retour d'expérience » sur un territoire est une nouveauté dans notre série. Après des années de dégradations et d'urbanisation sauvage, ces exemples portent comme objectif principal la préservation du patrimoine naturel maritime. Ils illustrent comment la volonté politique peut se concrétiser dans différentes structures, vigiles des



écosystèmes marins et des espèces qui composent ce dernier. Leurs objectifs sont de maîtriser, voire d'atténuer les pressions anthropiques croissantes sur la frange littorale telles que les mouillages et les différents et multiples usages. Larguant les amarres, on a vogué au large et profité avec SOS Grand Bleu d'une observation éthique des cétacés, dans le respect du bien-être de ces mammifères marins. La fréquentation croissante de la mer exerce en effet une pression délétère sur ces animaux magnifiques : stress induit par le bruit des bateaux, nombreuses collisions avec des bateaux (jusqu'à 3500 collisions chaque année en Méditerranée).

N'attendez plus, visionnez ces films **sur notre page CoExistences** : <https://coexistences.fnepaca.fr/>



Raymond HAON
Bénévole FNE
Provence-Alpes-Côte d'Azur

"Bénévole à FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, j'anime les visites du centre de tri des déchets de Jas de Rhodes, pour les élèves des écoles ou pour les adultes. L'idée est de sensibiliser tous les publics à la diminution des déchets. Je donne aussi des coups de main pour animer stands, visites ou expositions (comme Durance 360°)."



ACCOMPAGNER

**La fédération régionale accompagne
le dialogue environnemental**



Vers la sobriété foncière

La sobriété foncière, avec comme étendard la mise en place du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050, continue de faire débat dans son application effective en région. Le réseau Aménagement Durable du Territoire et Urbanisme s'est fixé pour ambition de porter un message concret pour préserver dès aujourd'hui nos espaces agricoles et naturels.

Le difficile atterrissage de la règle

Depuis l'été 2021, le sujet du ZAN et surtout sa déclinaison locale enflamment les débats à l'échelon national mais également dans la région. La consommation de nouveaux espaces naturels et agricoles par la ville devrait déjà diminuer et il faut donc repenser le cadre dans lequel organiser l'aménagement. Or, nos retours de terrain montrent que beaucoup de collectivités freinent des quatre fers et attendent des précisions sur le cadre de la loi.

Sous la poussée de diverses associations d'élus locaux, le législateur a réécrit la copie du ZAN à l'été (loi) puis à l'automne 2023 (décrets). Concrètement, les élus ruraux ont vu s'élargir leur droit à consommer grâce à la garantie communale (1 hectare minimum) et la densification des villes pourra être facilitée.

Une action de terrain

L'information des publics nous a paru être la clé pour assurer une réelle application de cette loi et de son esprit dans les territoires. À première vue arithmétique dans son principe, elle touche cependant à de réelles problématiques de densification, de construction de logements abordables, de nature en ville et de préservation des trames écologiques... Le mouvement s'est donc attelé en 2023 à organiser un

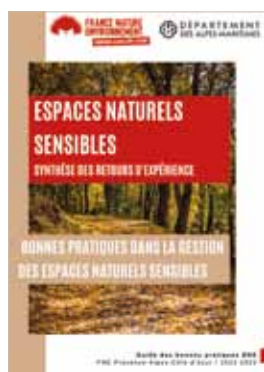


Retrouvez le guide en version numérique : <https://fnepaca.fr/publications/vers-la-sobriete-fonciere-accompagner-la-transition-des-territoires>

maximum de rencontres avec les collectivités, les universités et les associations du territoire afin de comprendre les enjeux dans différents espaces. Nous essayons par ailleurs de construire et de porter avec des collectivités une méthode de travail plus concrète sur la place de la nature en ville et la prise en compte des besoins de la nature et de l'homme.

La sobriété foncière est une démarche efficace et indispensable pour préserver l'environnement. Une compréhension commune des problématiques aidera à la mettre en place et à définir des manières d'habiter, de travailler ... plus respectueuses de l'environnement.

Accompagner la gestion des espaces naturels sensibles



En partenariat avec le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur a réalisé un outil pour améliorer la gestion des espaces naturels sensibles (ENS) sous la forme d'un guide rédigé à partir des retours d'expérience des acteurs de cette politique en région.

Échanger à l'échelle départementale

Ce travail repose sur des échanges avec les référents ENS des départements de notre région, mais aussi avec des départements suggérés par l'Assemblée des départements de France. Grâce aux entretiens conduits auprès des référents ENS de sept

départements : le Var, les Alpes-de-Haute-Provence, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, l'Hérault et le Doubs, nous avons ainsi pu récolter leurs retours sur la gouvernance, la politique de gestion, l'accueil du public, les aménagements...

Valoriser des bonnes pratiques pour partager

Ce guide est une synthèse de ces retours d'expérience et vise en premier lieu à partager les bonnes pratiques dans la gestion des espaces naturels sensibles. Structuré en six points clefs, le livret comporte des focus sur des actions et mesures locales ainsi que des verbatim des référents ENS participants.



La fédération FNE 13 n'est rien sans ses associations membres.

Inversement, FNE13 donne une force, une crédibilité aux actions de ses associations, et protège leurs représentants en cas d'agressions ou de menaces de tous ordres. Les exemples n'ont pas manqué, en 2023, de cet accompagnement au plus près du terrain :

- d'Aubagne à Aix, où la mobilisation sur les Plans locaux d'urbanisme s'est élargie et où le Préfet a dû montrer sa capacité à freiner l'artificialisation des terres agricoles ;
- à La Barben où, s'appuyant sur l'association locale, FNE13 obtient du tribunal que le porteur du projet Rocher Mistral remette en état le château et ses dépendances ;
- à Roquevaire, où nos conseils juridiques ont permis à deux groupements de riverains d'obtenir gain de cause sur un projet d'infrastructure.

Vers une amélioration des pratiques de gestion

Dans ces pages, vous constaterez que l'équilibre d'une bonne gestion est fragile et que protéger les milieux tout en permettant l'accès au public peut se révéler une tâche complexe. Aussi, plusieurs passages de ce guide sont dédiés aux problématiques qui ont émergées lors des échanges et aux questionnements soulevés.

Le second objectif de notre livret est de susciter des réflexions pour l'amélioration des politiques ENS de nos départements.

Déchets verts, plus rien ne doit justifier les brûlages !

Autodiagnostic, aides à la décision, sites de petites annonces. Une myriade d'outils a été développée et largement communiquée pour appuyer les collectivités dans la prévention et la gestion des déchets végétaux.

Des initiatives exemplaires

Un guide à destination des agents techniques des espaces verts des collectivités rassemble désormais les astuces recommandées et pratiquées actuellement dans diverses communes de la Métropole Aix-Marseille.

Lors de la Semaine Européenne pour la Réduction des Déchets, les "Matinales des Déchets Verts" ont permis de susciter la discussion entre professionnels de communes et collectivités de toute la région autour d'outils disponibles pour faciliter les alternatives aux brûlages. Des enjeux communs sont ressortis. Comment faire du lien entre les acteurs du territoire? Comment informer davantage des effets sur la santé? Quel recours juste et efficace au levier "sanctions"? Quelles autres alternatives développer possiblement?

Le tri à la source des biodéchets, par où commencer ?

L'enjeu du tri à la source est un vrai défi pour les collectivités : quel système de collecte, quelle filière de valorisation, quid de l'acceptation des habitants? Le réseau Déchets de FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur plaide pour valoriser au plus vite les matières organiques, encore trop souvent incinérées. Nous avons donc voulu mettre en lumière des bonnes pratiques dans notre région, objectif atteint grâce à la Communauté de Communes du Briançonnais. Nous avons ainsi réalisé une courte vidéo principalement destinée aux élus et agents de collectivités, intitulée "*Valorisons nos déchets alimentaires : prenons exemple sur Briançon*". Grâce à un dispositif entièrement intégré au service Déchet de la collectivité, les Briançonnais bénéficient

d'un compost en libre accès et issu uniquement de leur biodéchets. Ce dispositif, financé en grande partie par l'ADEME et la Région, a été pensé pour un territoire à la fois rural et soumis à de très fortes saisons touristiques. Briançon inspirera peut-être d'autres élus de la région !



Voir la vidéo FNE PACA sur cet exemple : <https://www.youtube.com/watch?v=CvxOaEz1XdU&pp=ygUUUnJpYW5jb24gYmlvZMOpy2hldHM%3D>



Alain Boudard

Pilote réseau

Déchets Économie circulaire

" La grande majorité des collectivités de la région ont pris beaucoup de retard sur l'obligation légale au 1^{er} janvier 2024 d'offrir à leurs administrés des moyens de collecter sélectivement les biodéchets qu'ils produisent. Et on ne peut pas dire qu'il y ait un grand enthousiasme pour essayer de rattraper ce retard.

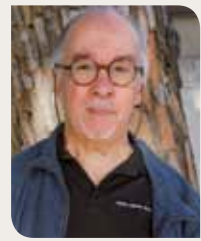
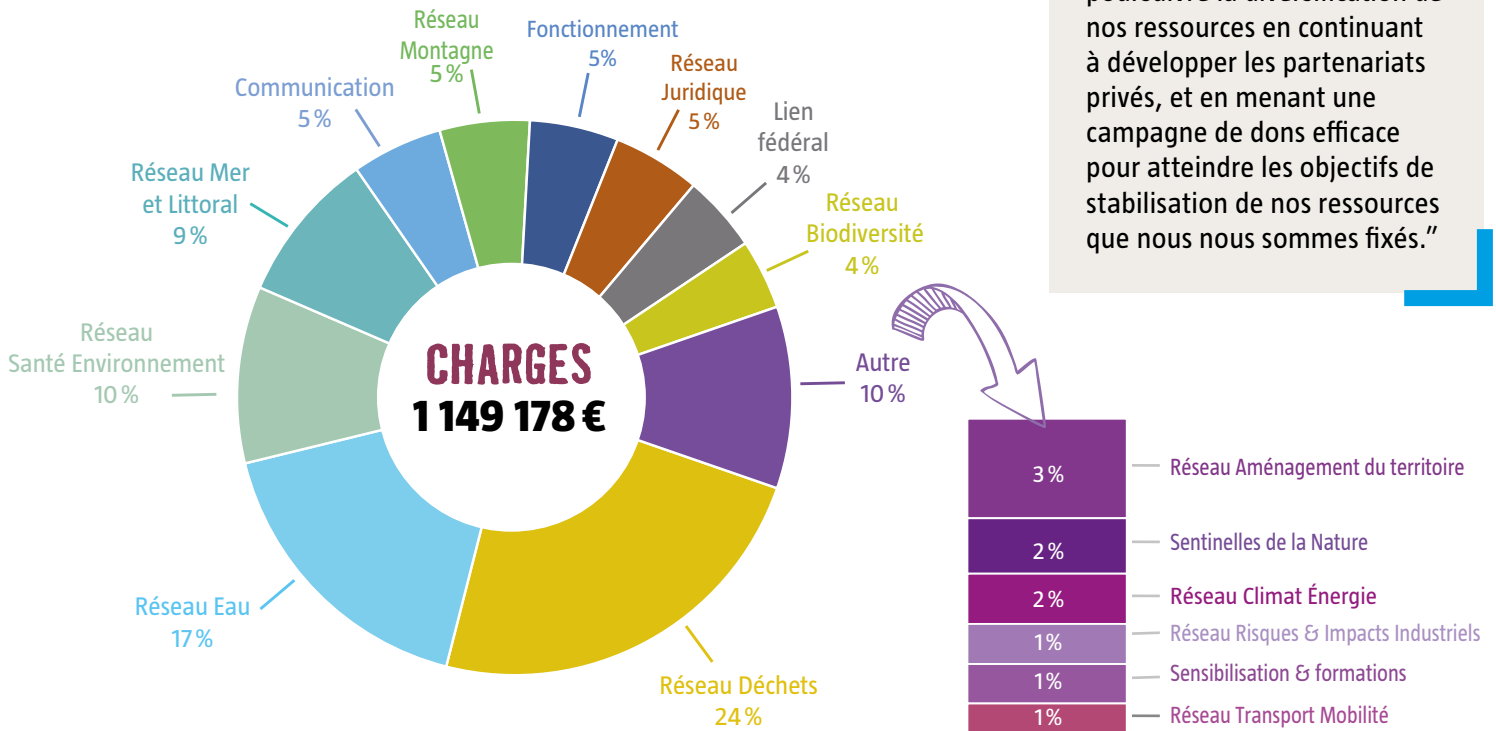
Aussi en 2024 nos associations sont appelées à motiver vigoureusement leurs collectivités pour qu'elles se remuent. En prenant exemple sur la communauté de communes du Briançonnais qui, elle, a respecté les délais de la loi AGECE."

Nos ressources

Symboliquement, le compte de résultats 2023 de FNE PACA dépasse pour la première fois le million d'euros !

Pour les charges :

Dans l'ordre, ce sont les thématiques autour des « Déchets », « Eau », « Santé » et « Mer et littoral » qui concentrent plus de 50% de nos dépenses cette année. À noter la part de la communication à 5% que nous avons identifiée de manière spécifique pour la première fois cette année.



Jean-Luc Casaregola

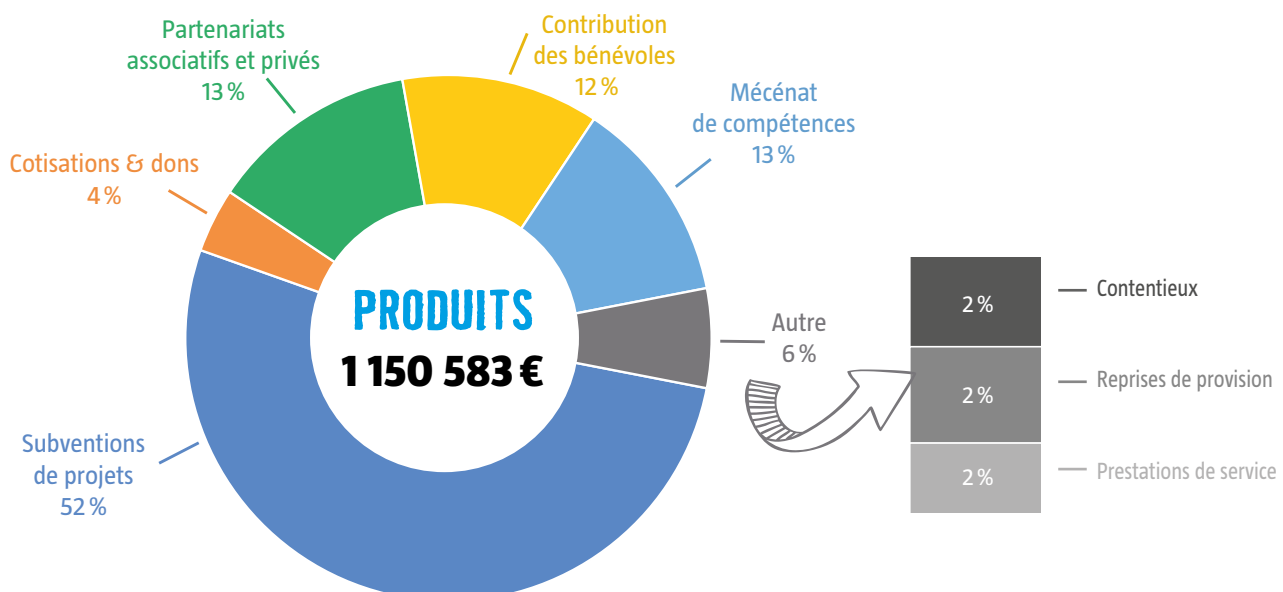
Trésorier

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur

“Pour 2024, il conviendra de poursuivre la diversification de nos ressources en continuant à développer les partenariats privés, et en menant une campagne de dons efficace pour atteindre les objectifs de stabilisation de nos ressources que nous nous sommes fixés.”

Pour les produits :

La part des dotations publiques reste la première source de financement de FNE PACA avec plus de 50%, mais notre deuxième source est constituée par la valorisation du temps bénévole et les mécénats de compétence qui, à eux deux, sont valorisés à hauteur de 25% de nos recettes.



AGIR TOUS ENSEMBLE



**FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur lance un appel pour un monde vivable.
La réussite de nos actions ne sera possible qu'avec l'aide de nos bénévoles.
Rejoignez-nous et engagez-vous, vous serez la force de demain !**

Adhérez

Vous êtes une association de protection de la nature et de l'environnement ?

Vous souhaitez intégrer un réseau associatif et rencontrer, échanger, construire, mutualiser ?

FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et ses fédérations départementales vous souhaitent la bienvenue !

<https://fnepaca.fr/j-adhere>



Devenez bénévole



Donnez

Depuis quelques années, nos interventions face à ceux qui ne respectent pas la réglementation en matière d'environnement et de développement durable représentent un investissement important pour notre association.

Vous souhaitez contribuer d'une manière différente à nos actions ? Vous pouvez participer directement au financement par des dons via notre plateforme de **don en ligne** : <https://www.helloas-so.com/associations/fne-paca>



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ
Provence-Alpes-Côte d'Azur

La LPO Provence-Alpes-Côte d'Azur a poursuivi en 2023 ses douze engagements en faveur de la biodiversité, à travers ses trois grands axes d'actions : la connaissance naturaliste, la conservation de la biodiversité et l'information, la sensibilisation, l'éducation et la formation dans un objectif de mobiliser le plus grand nombre pour mieux connaître et préserver la biodiversité qui nous entoure. Elle s'est également restructurée à l'échelle régionale avec des responsables territoriaux et a développé une nouvelle mission juridique avec l'emploi d'un médiateur juridique salarié. La médiation juridique est un outil efficace pour défendre la protection de la biodiversité car elle permet de résoudre les conflits, de promouvoir la durabilité et de sensibiliser le public aux enjeux environnementaux.

En savoir plus : <http://paca.lpo.fr>



Association
Santé
Environnement
Provence

L'année écoulée s'est accompagnée d'une reconnaissance certaine de la notoriété de l'ASEF. Son président Pierre Souvet prend des responsabilités au sein du Plan National Santé-Environnement 4 et co-préside désormais le groupe *Un-environnement Une-santé*.

Fidèle à sa mission d'information-formation, l'ASEF a participé au lancement du module pédagogique "Médecine et Santé Environnementale" organisé par la Conférence des Doyens de médecine et la Sorbonne ; consolide ses liens avec le rectorat d'Aix-Marseille à l'occasion d'un cycle de visioconférences ; organise une conférence de presse sur la toxicité du cadmium dans l'alimentation et poursuit la refonte de ses outils d'informations accessibles en ligne.

Les différentes actions de l'ASEF :

www.asef-asso.fr



Découverte
Sainte-Baume

L'association *Découverte Sainte Baume*, après avoir numérisé la totalité de ses productions écrites et audiovisuelles éditées depuis sa création, s'est dotée d'un site internet performant. Elle est donc en mesure d'offrir à tous ses adhérents, mais aussi aux collectivités qui le souhaitent, l'accès à ses richesses documentaires, nourries de la diversité scientifique des auteurs, photographes, vidéastes, dessinateurs, et autres contributeurs passionnés de notre massif de la Sainte Baume.

Cette année 2023 fut marquée par une approche multidisciplinaire des problématiques de l'eau. Le numéro spécial paru au mois d'octobre fait l'unanimité de ses lecteurs, il est consultable sur notre site : <https://www.decouverte-sainte-baume.fr/produit/n50/>



1973-2023 : Colinéo a fêté ses 50 ans d'actions !

En 2023, Colinéo a organisé des manifestations culturelles et environnementales sur le site de 6 ha du Conservatoire des Restanques, Verger et Jardin Méditerranéen mais aussi dans le site emblématique de Notre-Dame-des-Anges qui domine la Chaîne de l'Étoile.

Ces rendez-vous festifs ont visé d'une part à présenter les actions phares de l'association en cours et des 50 dernières années, mais aussi à sensibiliser et informer la population au patrimoine naturel et culturel du territoire. Ainsi, la journée festive du 30 septembre a accueilli 300 visiteurs et mis à l'honneur les nombreux bénévoles, sympathisants et partenaires qui soutiennent la philosophie et les activités de l'association depuis de nombreuses années. Une chorale intergénérationnelle composée d'enfants participants aux stages nature, de bénévoles et de l'équipe salariée a ému l'assemblée en rendant hommage à leur chère association en chanson !



Réhabilitation in-natura de 200 tortues terrestres issues des sauvetages en Grèce, et fin de la mission d'assistance suite aux incendies gigantesques survenus durant l'été 2023.

En appui à la mission du Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), et suite à la demande d'aide de ANIMA, débordé par l'afflux massif d'animaux, une mission de transfert de compétences de la SOPTOM en matière de connaissances scientifiques, de procédés de sauvetage, de réhabilitation et de remise en liberté de ces animaux a été réalisée durant l'automne 2023.

Le centre de sauvetage et de réhabilitation des animaux sauvages situé près d'Athènes, principal poste de premiers secours pour la faune sauvage en Grèce, avait reçu plus de 400 tortues. Au programme, formation, concertation et préparatifs qui ont permis à ces tortues (indemnes et soignées) d'être relâchées dans de bonnes conditions sur plusieurs sites incendiés. Nous savons grâce à nos retours d'expérience qu'elles s'adaptent très bien. Plus de 100 individus nécessitent encore des soins. Face à l'augmentation d'évènements climatiques majeurs, le partage d'expériences et de compétences, l'entraide et la coopération entre structures sont indispensables au niveau national mais aussi à l'échelle internationale pour venir en aide à la faune sauvage.



Des avancées obtenues

Ne pas lâcher, malgré les années qui passent et l'inertie de nos dirigeants politiques... C'est le cap suivi en 2023 par l'équipe NOSTERPACA. Cette détermination porte ses fruits bien que l'impatience gagne parfois. Le travail fourni par le réseau associatif de NOSTERPACA a permis des avancées qui se traduisent dans le volet Mobilités du CPER 2023-2030. La prédominance du ferroviaire est affirmée par les engagements signés, même s'il est nécessaire d'y regarder de près pour percevoir des raisons de rester optimiste : ce qui devait être enterré reste un objectif affiché par les responsables. C'est peu au regard de l'énergie déployée sur le terrain, mais les lignes ont bougé. Des élus de collectivités territoriales, des acteurs économiques soutiennent de manière visible les propositions portées : réouverture de halte, utilisation des infrastructures existantes...

Forte de ses compétences et de l'appui de ses structures adhérentes, NOSTERPACA poursuit ses objectifs.



**FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT**

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur

14 Quai Rive Neuve 13 007 MARSEILLE

fnepaca.fr / contact@fnepaca.fr

Tel : 04 91 33 44 02

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

Comité de rédaction : Magali Boyer, Jean-Luc Casaregola, Nathalie Chaudon, Cyprill Furminieux, Olivia Gervais, Anne Lebeau, Aurelien Nicolle Romieu, Méryl Moine, Annelise Muller, Paul Naglik, Justine Poncet, Marine Testut, Mattia Trabucchi, Marc Volpin et nos partenaires associatifs.

Création graphique : Nathalie Caune.

Crédits photo : AdobeStock, N. Caune, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Trabucchi

Dépôt légal : Avril 2024



Ce document a été imprimé sur du papier recyclé avec des encres à base végétale, par une imprimerie labellisée Imprim'Vert.

MERCI À TOUS NOS BÉNÉVOLES QUI NOUS ACCOMPAGNENT DEPUIS PLUS DE 50 ANS !

Retrouvez toutes nos actions sur www.fnepaca.fr
Abonnez-vous à notre lettre d'information mensuelle !



EN PARTENARIAT ET AVEC LE SOUTIEN DE :

